



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

chômage

Question au Gouvernement n° 2516

Texte de la question

LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

M. le président. La parole est à Mme Anne Grommerch, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Anne Grommerch. Monsieur le Premier ministre, la réponse du ministre du travail à la question de notre collègue Gérard Cherpion ne peut nous satisfaire. La situation de l'emploi est catastrophique et vous devez comprendre que les postures, les annonces et les mesurette ne sont plus acceptables. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Je vous rappelle les chiffres funestes : plus de 8 000 chômeurs supplémentaires en décembre, la France compte plus de 600 000 chômeurs de plus qu'au début du quinquennat de François Hollande et flirte désormais avec la barre des 3,5 millions de chômeurs de catégorie A, soit un total de 5.5 millions de chômeurs. (« *Tout à fait !* » sur les bancs du groupe UMP.)

Toutes les catégories sont concernées : le chômage des seniors atteint des records, celui de longue durée explose et le chômage des jeunes lui-même est reparti à la hausse, malgré la multiplication des contrats aidés qui pèsent très lourd dans notre budget.

Depuis deux ans, le Président de la République nous promet que la courbe du chômage va s'inverser. Depuis deux ans, le chômage ne cesse d'augmenter. Triste constat !

Quand allez-vous enfin voir la réalité en face ? Quand allez-vous enfin réagir et changer de politique ? Tant que vous n'assouplirez pas le code du travail et n'allégerez pas les charges et les contraintes pesant sur les entreprises, rien ne changera.

Vous continuez à attendre que les choses s'arrangent en promettant que le pacte de responsabilité va nous sauver, que le projet de loi Macron va être l'alpha et l'oméga d'une nouvelle politique économique, que 2015 sera meilleure que 2014, comme 2014 devait être meilleure que 2013 et 2013 meilleure que 2012 !

La réalité, c'est que vos résultats en matière de lutte contre le chômage sont catastrophiques. La vérité, c'est que même votre propre majorité vous fait défaut. La réalité, c'est que vous ne cessez de vous défausser sur l'ensemble des acteurs de notre pays, faute de prendre en main la situation économique et sociale. Vous vous perdez en mesures accessoires dans le projet de loi Macron et vous laissez nos voisins européens reprendre le train de la croissance sans nous. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, madame la députée, sur cette question dramatique, je ne reprendrai pas les mots que vient de prononcer le ministre du travail. Je pense que chacun d'entre nous prend ce sujet à la fois avec sérieux et avec modestie – c'est en tout cas ce que fait le Gouvernement.

M. Guy Geoffroy. Pas vraiment !

M. Manuel Valls, Premier ministre . À l'exception d'une période courte, entre 1998 et 2000 – et encore étions-nous loin du compte par rapport à d'autres pays –, la France s'est habituée – nous nous sommes habitués – à un chômage de masse.

Face à cette situation, il faut utiliser tous les moyens, en rappelant une évidence qu'aucun d'entre vous, à l'exception du ministre du travail, n'a rappelée jusqu'à présent : la situation que connaissent et la France et toute la zone euro. Avec une croissance autour de 0 %, vous le savez parfaitement, il est impossible de créer de l'emploi. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Tout l'effort du Gouvernement – si vous me permettez de parler de ce sujet sérieux ! – vise à soutenir la croissance et la compétitivité, au premier chef – car je ne l'ai pas entendu dans vos propos – au niveau européen, comme le rappelait tout à l'heure le secrétaire d'État aux affaires européennes.

Toutes les politiques européennes doivent être tournées vers ce but, et pas seulement à cause du changement survenu en Grèce, mais parce que des choix ont déjà été faits, qui correspondent d'ailleurs à ce que le Président de la République défend depuis deux ans : faire en sorte que l'euro soit moins fort, moins cher – c'est important pour nos entreprises ; faire en sorte que la Banque centrale européenne prenne pleinement ses responsabilités – c'est le cas, et nous avons salué les décisions de M. Draghi – et faire en sorte enfin que l'investissement soit une priorité, car sans investissement, il n'y a pas d'emploi, pas de croissance et pas de projet européen.

C'est du reste le sens des mesures annoncées par le président de la Commission européenne, qui était, je vous le rappelle, votre candidat pour ce poste lors des dernières élections européennes. Je vous demande donc là aussi de la continuité et de la cohérence. Nous pouvons tous nous retrouver sur l'idée que la croissance par l'investissement et les grands travaux en Europe doit être une priorité.

En France, pour assumer nos propres responsabilités, nous avons instauré le pacte de responsabilité et de solidarité. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) C'est, madame la députée, la baisse des charges que vous évoquiez et qui vient d'entrer en vigueur : zéro charges autour du SMIC. Ce sont des moyens pour les entreprises. C'est le développement du CICE.

Tout en reconnaissant, parce que c'est une réalité, que l'année 2014 a été difficile pour la France et pour les Français, notamment pour ceux qui n'ont pas d'emploi, je suis convaincu qu'avec les indicateurs dont nous disposons et avec le changement amorcé par la conjoncture internationale – qu'il s'agisse du niveau de l'euro, de la baisse des taux d'intérêt ou du prix du baril de pétrole –, oui, les choses peuvent changer ! Quant à la loi Macron – la loi pour la croissance et l'activité –, elle permet aussi de donner plus de liberté.

Bref, nous sommes en train de faire, avec nos valeurs, avec le sens de la justice et en luttant contre les inégalités, ce que vous avez été incapables de faire quand vous étiez au pouvoir. (*Vives protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

Nous sommes fiers des mesures que nous sommes en train de prendre, car elles vont soutenir la croissance, la compétitivité et la seule priorité qui vaille : l'emploi, l'emploi, l'emploi ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. – Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Anne Grommerch](#)

Circonscription : Moselle (9^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2516

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

[Date\(s\) clé\(s\)](#)

Question publiée au JO le : [29 janvier 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [29 janvier 2015](#)